

Une enquête choquante des USA qui va contre la liberté d’opinion et la démocratie en Europe

**Ces jours-ci le journal britannique « The Telegraph » a publié une décision de la Chambre des députés des Etats-Unis, qui équivaut à une attaque directe contre le dernier reste de démocratie en Europe. Ainsi on essaie d’éliminer de la politique et de la société toutes les voix critiques vis-à-vis de l’UE ou de l’OTAN.**

Ces jours-ci le journal britannique « The Telegraph » a publié une décision de la Chambre des députés des Etats-Unis, qui équivaut à une attaque directe contre le dernier reste de démocratie en Europe. Ainsi on essaie d’éliminer de la politique et de la société toutes les voix critiques vis-à-vis de l’UE ou de l’OTAN.
De quoi s’agit-il exactement ? Le congrès américain a mandaté le directeur des services secrets des Etats-Unis, James Clapper, pour enquêter en Europe sur d’éventuelles infiltrations russes. Cela permettrait en particulier de surveiller des partis et organisations d’intérêt général critiques vis-à-vis de l’UE. Les Etats-Unis ont l’impression que la prétendue influence secrète de la Russie est une tentative pour nuire à l’OTAN et pour bloquer le stationnement des missiles américains. A ce même titre tous les efforts de pays individuels de l’UE pour lever les sanctions contre la Russie et privilégier l’énergie russe seraient des indices d’une influence secrète de la Russie. Selon « The Telegraph », la direction de l’UE aurait déjà donné son accord pour ces enquêtes.
Un minuscule soupçon d’un lien avec la Russie suffit pour être dans le collimateur des enquêteurs comme parti sceptique vis-à-vis de l’UE. Voici quelques exemples alarmants :
Le gouvernement américain prétend avoir découvert l’influence russe sur un référendum aux Pays-Bas. Ce référendum a été réalisé parce qu’un groupe néerlandais d’activistes a critiqué le traité d’association de l’UE avec l’Ukraine que le gouvernement néerlandais avait approuvé. Maintenant les citoyens des Pays-Bas doivent voter en avril pour décider si les Pays-Bas maintiennent l’accord d’association de l’UE avec l’Ukraine. Le gouvernement des Etats-Unis prétend que le texte du référendum serait rédigé dans un style qui ressemblerait à de la propagande russe.
De même en Autriche, on dit que certains partis sont soupçonnés d’une infiltration russe, parce qu’un groupe de députés avait visité la Crimée et suite à leurs investigations sur place ils avaient approuvé le rattachement de la péninsule à la Russie ; c’est ce qu’affirme le journal « The Telegraph ».
Comme nous l’avons montré dans notre émission en allemand du 15 janvier 2016 « La tactique du renversement à 180° degrés par les médias à l’exemple du conflit en Ukraine », il semble qu’il faudrait faire exactement de même dans ce cas pour trouver la vérité. La vérité est exactement l’inverse de ce que les médias essaient de faire croire au public.
Les Etats-Unis ont l’audace de reprocher à présent à la Russie la ligne qu’ils suivent eux-mêmes depuis longtemps, comme cela a déjà été prouvé plusieurs fois. D’innombrables exemples, comme les émeutes du Maïdan en Ukraine ou ce qu’on appelle le « printemps arabe » ont mis à la lumière le fait que le gouvernement des Etats-Unis a stratégiquement monté des groupes, des partis étrangers et autres, il les a soutenus et financés, afin que ceux-ci fomentent des putsch, des révolutions et des guerres dans les pays cibles. Le plan global est de créer un nouvel ordre mondial sous l’hégémonie américaine.
Ces signes avant-coureurs montrent de toute évidence que les enquêtes annoncées par le gouvernement américain et réalisées en secret ne s’arrêteront pas là. L’ombre se profilait déjà dans les actions insidieuses et agressives suivantes du gouvernement américain contre la Russie :
> le prétendu scandale du dopage.
> le scandale de la FIFA
> et aussi les sanctions économiques et financières à cause du rattachement de la Crimée dont nous avons parlé dans plusieurs émissions allemandes.
Il paraît évident que les remarques ciblées de motifs de suspicion sont un instrument de guerre stratégique du gouvernement américain pour éliminer des voix critiques contre leur nouvel ordre mondial, dans le cas présent pour éliminer ces voix en Europe. Mais quel recours y a-t-il ? Comment l’arrêter ? En fait, c’est tout simple : Il faut découvrir et démasquer publiquement et avec détermination l’hypocrisie de cet instrument de pouvoir, qui voudrait tout mettre au pas de l’Amérique. Car aussitôt que le public discernera cette tromperie vicieuse, celle-ci perdra son autorité tentaculaire.

**de Silas Bühler**

**Sources:**

<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/russia/12103602/America-to-investigate-Russian-meddling-in-EU.html>

<http://deutsche-wirtschafts-nachrichten.de/2016/01/21/usa-leiten-untersuchung-gegen-nato-kritische-parteien-in-europa-ein/>

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

#Ukraine-fr - [www.kla.tv/Ukraine-fr](https://www.kla.tv/Ukraine-fr)

**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung%26lang%3Dfr)

*Licence:  Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.